



**UMICORE**

**Rapport du commissaire à l'assemblée générale  
des actionnaires sur les comptes annuels pour  
l'exercice clos le 31 décembre 2017**

Le 16 mars 2018

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE  
LA SOCIETE UMICORE SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31  
DÉCEMBRE 2017**

---

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels d'Umicore (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes annuels ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale des actionnaires du 25 avril 2017, conformément à la proposition du conseil d'administration, émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2019. Nous avons débuté le contrôle légal des comptes consolidés d'Umicore antérieurement 1993.

**Rapport sur l'audit des comptes annuels**

***Opinion sans réserve***

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à EUR 5.068.446.543,99 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice d'EUR 149.816.219,06.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2017, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

***Fondement de l'opinion sans réserve***

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «*Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels*» du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### ***Points clés de l'audit***

Cette partie du rapport vise à décrire les points qui ont été communiqués au comité d'audit et qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Nous avons jugé qu'aucun point ne doit être communiqué.

### ***Responsabilités du conseil d'administration relatives aux comptes annuels***

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

### ***Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels***

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au conseil d'administration et au comité d'audit, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au conseil d'administration et au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au conseil d'administration et au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport du commissaire parce que les conséquences néfastes raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

## **Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires**

### ***Responsabilités du conseil d'administration***

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, le rapport distinct sur l'information non-financière joint au rapport de gestion, et des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la Société.

### ***Responsabilités du commissaire***

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (révisée) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion et certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect des statuts et de certaines dispositions du Code des sociétés, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

### ***Aspects relatifs au rapport de gestion***

A notre avis, à l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice, d'une part, et a été établi conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés, d'autre part.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer. Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion

L'information non-financière a été reprise dans le rapport de gestion et contient les informations requises par l'article 96, §4 du Code des sociétés et concorde avec les comptes annuels pour le même exercice. Pour l'établissement de cette information non-financière la société s'est basée sur les normes internationales Global Reporting Initiative Standards (GRI). Dans ce rapport, nous ne nous prononçons toutefois pas sur la question de savoir si cette information non-financière est établie dans tous ses aspects significatifs conformément au Global Reporting Initiative Standards (GRI). En outre, nous n'exprimons aucune assurance sur des éléments individuels repris dans cette information non-financière.

### ***Mention relative au bilan social***

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 100, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>/2 du Code des sociétés, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par la loi et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans notre dossier d'audit.

### ***Mentions relatives à l'indépendance***

- Nous n'avons pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 134 du Code des sociétés ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes annuels.

### ***Autres mentions***

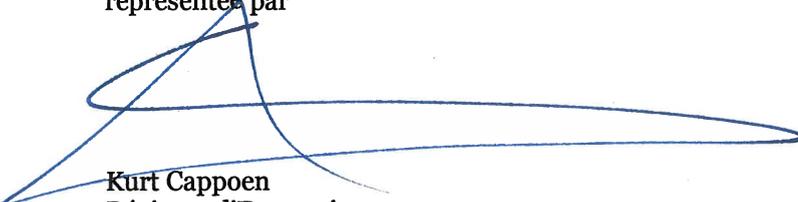
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 526bis §6 4<sup>o</sup> du Code des sociétés, faisant référence à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

- En application de l'article 523 du Code des sociétés, nous devons en outre vous faire rapport sur les opérations suivantes qui ont eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017: avant le conseil d'administration du 9 février 2017, l'administrateur délégué, a confirmé d'avoir un intérêt de nature patrimoniale opposé à des décisions prises par le conseil d'administration. Ces décisions sont relatives à la rémunération en espèces, et à l'octroi d'actions et d'options sur actions de l'administrateur délégué. Les décisions prises le 9 février 2017 ont les conséquences patrimoniales suivantes:
  - Rémunération en espèces: l'administrateur délégué a perçu une rémunération fixe de EUR 680.000 en 2017. Egalement en 2017 il a reçu une rémunération variable en espèces de EUR 210.000 (partie non-différée de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2016). Par ailleurs il a perçu en 2017 un montant brut de EUR 90.450 à titre de première moitié du paiement différé de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2015 basée sur (1) le critère de rentabilité retenu au niveau du groupe Umicore, c'est à dire la moyenne de deux ans du rendement des capitaux investis (ROCE) pour les années de référence 2015 et 2016 (soit 14,2 % donnant lieu à un paiement de 67%) et (2) la mesure dans laquelle les objectifs du plan de performance pour les mêmes années de référence 2015 et 2016, tel qu'approuvé par le conseil d'administration, ont été atteints (pas d'ajustement dans la mesure où les objectifs du plan de performance au niveau du groupe ont été atteints). Egalement en 2017 il a perçu un montant brut de EUR 81.000 à titre de deuxième moitié du paiement différé de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2014 basée sur (1) la moyenne de trois ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2014, 2015 et 2016 (soit 13,5% donnant lieu à un paiement de 60%) et (2) la mesure dans laquelle les objectifs du plan de performance pour les mêmes années de référence 2014, 2015 et 2016, tel qu'approuvé par le conseil d'administration, ont été atteints (pas d'ajustement dans la mesure où les objectifs du plan de performance au niveau du groupe ont été atteints). En 2018 il recevra la première moitié de sa rémunération variable en espèces différée pour l'année de référence 2016 basée sur (1) la moyenne de deux ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2016 et 2017 et (2) la croissance moyenne de l'EBIT pour les mêmes années de référence 2016 et 2017. Egalement en 2018 il recevra la deuxième partie de sa rémunération variable en espèces différée pour l'année de référence 2015, sur base (1) de la moyenne de trois ans du ROCE du groupe Umicore pour les années de référence 2015, 2016 et 2017, et (2) de la croissance moyenne de l'EBIT pour les mêmes années de référence 2015, 2016 et 2017. La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= paiement de 0%) et 17,5% au maximum (= paiement de 100% si tous les objectifs sont atteints). Si le ROCE se situe entre l'un des pourcentages susmentionnés, le montant à verser sera calculé au prorata. L'impact de la croissance moyenne de l'EBIT est calculé en multipliant par deux le pourcentage moyen de croissance de l'EBIT sur les années de référence.
  - Octroi d'actions et d'options sur actions: l'impact patrimonial d'octroi d'actions et d'options sur actions consiste soit, 1) aussi longtemps que la Société décide de garder les actions qu'elle détient aujourd'hui : le coût de financement et la possibilité de maintenir ces titres dans son portefeuille jusqu'à la date de livraison des actions attribuées ou la date d'exercice des options; ou, 2) si, et dans la mesure où Umicore déciderait de vendre ces actions à une date ultérieure, la différence entre le prix d'exercice des options et la valeur de marché des actions que Umicore devrait racheter à cette date.

- Au cours de l'exercice, un acompte sur dividende a été distribué à propos duquel nous avons établi le rapport joint en annexe, conformément aux exigences légales.

Sint-Stevens-Woluwe, le 16 mars 2018

Le commissaire  
PwC Réviseurs d'Entreprises scrl  
représentée par



Kurt Cappoen  
Réviseur d'Entreprises

Annexe : rapport du commissaire du 28 juillet 2017 au conseil d'administration de Umicore sur l'état de l'actif et du passif dans le cadre de la distribution d'un acompte sur dividende.



**UMICORE SA**

**Rapport du commissaire au conseil d'administration  
de Umicore SA sur la situation active et passive  
établie à l'occasion de la distribution  
d'un acompte sur dividende**

Le 28 juillet 2017



## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE UMICORE SA SUR LA SITUATION ACTIVE ET PASSIVE ETABLIE A L'OCCASION DE LA DISTRIBUTION D'UN ACOMPTE SUR DIVIDENDE**

---

### **Introduction**

Nous avons procédé à l'examen limité de la situation active et passive (nommée ci-après « Etat ») au 30 juin 2017, incluse en annexe de ce rapport, sur la base de laquelle le conseil d'administration de Umicore SA (nommée ci-après « Société ») propose, de distribuer un acompte sur dividendes pour un montant de EUR 0,65 par action. Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cet Etat conformément au référentiel comptable applicable en Belgique et au Code des sociétés. Notre responsabilité consiste à formuler une conclusion sur cet Etat sur la base de notre examen limité, conformément à la norme internationale ISRE 2410 et à l'article 618 du Code des sociétés.

### **Etendue de l'examen limité**

Nous avons effectué notre examen limité de l'Etat au 30 juin 2017 conformément à la Norme Internationale d'Examen Limité 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité » (ISRE 2410). Un examen limité de cet Etat consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des responsables financiers et comptables, et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits importants qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimerons pas d'opinion d'audit.

### **Conclusion**

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits nous laissant à penser que l'Etat ne présente pas sincèrement, dans tous ses aspects significatifs, le patrimoine et la position financière de la Société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique et au Code des sociétés.

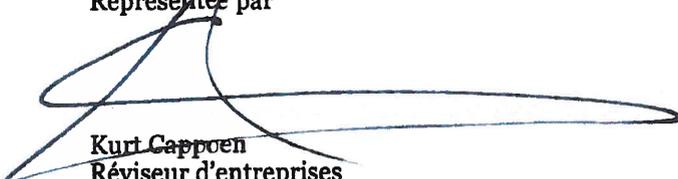


Enfin, il apparaît, sur la base de cet Etat, que la distribution envisagée n'a pas pour effet de réduire l'actif net, conformément à l'article 617 du Code des sociétés, à un montant inférieur à celui du capital libéré augmenté des réserves que le Code des sociétés ou les statuts de la Société ne permettent pas de distribuer.

Le présent rapport a été établi pour répondre au prescrit de l'article 618 du Code des sociétés. Il ne peut être utilisé à d'autres fins.

Sint-Stevens-Woluwe, le 28 juillet 2017

Le commissaire  
PwC Réviseurs d'Entreprises scrl  
Représentée par



Kurt Cappoen  
Réviseur d'entreprises

Annexe: Situation active et passive au 30 juin 2017



**Umicore SA: Situation Active et Passive au 30/06/2017**

<b>ACTIF</b>	<b>EUR</b>
<b><u>Actifs immobilisés</u></b>	<b><u>3.846.892.927</u></b>
Frais d'établissement	0
Immobilisations incorporelles	113.676.529
Immobilisations corporelles	372.457.046
Immobilisations financières	3.360.759.352
<b><u>Actifs circulants</u></b>	<b><u>785.140.603</u></b>
Créances à plus d'un an	373.483
Stocks et commandes en cours d'exécution	315.436.426
Créances à un an au plus	281.378.639
Placements de trésorerie	164.404.082
Valeurs disponibles	1.558.750
Comptes de régularisation	21.989.224
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b><u>4.632.033.530</u></b>
<b>PASSIF</b>	<b>EUR</b>
<b><u>Capitaux propres</u></b>	<b><u>1.250.300.594</u></b>
Capital	500.000.000
Primes d'émissions	6.609.766
Plus-value de réévaluation	90.952
Réserves	285.521.647
Bénéfice reporté	423.152.157
Résultat de l'exercice	27.439.162
Subsides en capital	7.486.911
<b><u>Provisions et impôts différés</u></b>	<b><u>108.617.186</u></b>
Provisions et impôts différés	108.617.186
<b><u>Dettes</u></b>	<b><u>3.273.115.750</u></b>
Dettes à plus d'un an	2.311.187.422
Dettes à un an au plus	890.297.190
Comptes de régularisation	71.631.138
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b><u>4.632.033.530</u></b>